

Le système alimentaire mondial et le changement climatique – les luttes des travailleurs/euses comme levier pour combattre la hausse des températures et sauvegarder les moyens de subsistance



Les effets dévastateurs du changement climatique sont déjà évidents : tempêtes, sécheresses et précipitations extrêmes ; le changement des aires de répartition végétales et l'érosion des sols ; une perte accélérée de la biodiversité ; et des migrations liées au climat. Une hausse d'un seul degré Celsius attribuable à l'activité humaine a suffi à faire fondre 80 pour cent des glaces arctiques depuis 1980. Limiter l'élévation de la température moyenne mondiale de 4° - une augmentation qui provoquerait des dommages incommensurables – nécessite des efforts énormes qui ne sont nulle part mis en œuvre.

Les températures mondiales augmentent aujourd'hui à un rythme cinquante fois plus rapide qu'à tout autre moment de l'histoire humaine de ces 11.000 dernières années. Une fois entamé, le réchauffement climatique s'emballe, en limitant l'absorption naturelle des gaz à effet de serre (GES) et en relâchant des quantités importantes de méthane et de dioxyde de carbone. Les climatologues parlent aujourd'hui d'une élévation moyenne de la température de l'ordre de 5 à 6 degrés Celsius.

Au fur et à mesure que le climat devient plus volatile et précaire, la production alimentaire le devient également, et par conséquent les moyens de subsistance et le travail. L'emploi dans l'agriculture est immédiatement et directement touché par l'incidence croissante d'ouragans tropicaux, de la progression de l'érosion des sols, de la désertification et des inondations. La baisse des récoltes liées à l'augmentation des températures – déjà perceptible dans certaines régions de la culture du thé, par exemple – peut avoir un effet dévastateur sur les salaires des travailleurs/euses agricoles qui éprouvent déjà des difficultés à survivre.

Le rôle de l'agriculture

La contribution du système alimentaire mondial au réchauffement climatique n'a pas été suffisamment appréciée ou soulignée. L'agriculture devient de plus en plus précaire en conséquence directe du modèle de production dominant, un modèle qui est le moteur de l'élévation des températures globales. Si les débats sur l'alimentation et le réchauffement climatique ont surtout porté, jusqu'à récemment, sur les transports (les kilomètres alimentaires), la principale contribution du système alimentaire aux émissions de GES se produit *avant* que les aliments quittent la ferme.

Selon le rapport Stern de 2006 sur l'économie du changement climatique, l'agriculture et l'occupation des sols (principalement par les cultures et la sylviculture) représentent ensemble 32 pour cent des émissions de GES – plus et de loin que tout autre industrie ou secteur (le même rapport évalue les taux d'émissions du secteur industriel et des transports à 14 pour cent chacun). D'autres études présentent des résultats analogues. Si l'on y ajoute la transformation, le transport, l'emballage, les déchets, etc., *le système alimentaire est responsable de 40 à 57 pour cent de toutes les émissions de gaz à effet de serre.*

La racine du problème : la monoculture intensive

Les émissions de GES de l'agriculture sont étroitement liées à l'expansion et à l'intensification de la production en monoculture, destinée à l'exportation, avec des intrants élevés et gourmande en combustibles fossiles, qui externalise les coûts, dont le coût du changement climatique. L'essentiel de la déforestation, qui représente 18 pour cent des émissions de GES, est lié à l'expansion de ces monocultures, dont la culture toujours plus importante de soja dans le bassin de l'Amazone n'est que l'exemple le plus connu.

Outre les taux élevés de gaz à effet de serre, cette méthode de production accélère une perte déjà rapide de la biodiversité, sur laquelle repose l'alimentation et la vie. Elle contribue à la dégradation de la matière organique du sol, conduisant, par là à l'érosion de la terre arable, aux inondations et à l'épuisement des nappes phréatiques. Plus les monocultures intensives s'étendent, plus le système alimentaire devient vulnérable aux chocs biologiques et climatiques. Ces chocs ont les répercussions les plus graves pour les pauvres et ceux et celles qui ont faim – dont plus de la moitié sont des producteurs d'aliments.

Selon le rapport Stern (annexe 7g : Émissions du secteur de l'agriculture), « les engrais sont la principale source d'émissions (38 pour cent) de l'agriculture. Les émissions de ce secteur devraient augmenter d'environ 30 pour cent d'ici 2020. Près de la moitié de l'augmentation prévue des émissions devrait provenir de l'utilisation d'engrais sur les terres arables ». Le protoxyde d'azote est un gaz à effet de serre 296 fois plus puissant que le dioxyde de carbone.

Le ruissellement des engrais azotés est l'une des causes de l'eutrophisation des milieux aquatiques d'eau douce ou marins, entraînant la prolifération des algues, la disparition de l'oxygène dans l'eau et d'espèces animales et végétales. La mort des milieux aquatiques contribue à son tour au réchauffement climatique.

Les technologies de modification génétique: une fausse solution

La seule production des pesticides représente jusqu'à 16 pour cent de l'apport énergétique dans les cultures arables. Étant donné que les produits agrochimiques deviennent plus complexes et plus toxiques à cause de rendements décroissants, l'apport énergétique nécessaire à leur production augmente.

L'affirmation selon laquelle les technologies de modification génétique entraîneraient une utilisation moindre des produits agrochimiques est simplement fausse. L'expansion des cultures génétiquement modifiées, notamment du maïs, du soja et du coton, brevetées pour leurs propriétés de « résistance aux pesticides et herbicides » (comme le soja Roundup Ready et le maïs Bt de Monsanto) a de fait entraîné une *augmentation* de l'utilisation des pesticides et herbicides en termes absolus et par unité de surface.

Une étude qui fait autorité, publiée l'an dernier par Charles Benbrook, un professeur et chercheur du Centre pour l'agriculture durable et les ressources naturelles de l'université de l'État de Washington, montre que l'expansion des mauvaises herbes super résistantes a provoqué une croissance annuelle de 25 pour cent des épandages d'herbicides aux États-Unis. Les épandages d'insecticides progressent également parce que les variétés génétiquement modifiées pour être toxiques pour les insectes nuisibles ont provoqué l'apparition de nouvelles espèces résistantes à l'agent toxique protégé par un brevet contenu dans la plante.

Les diverses préparations des produits agrochimiques, comme celles de Monsanto à base de glyphosate, sont non seulement devenues plus toxiques à cause de rendements décroissants, mais les produits émettant plus de GES ont graduellement remplacé ceux qui l'étaient moins. Le fluorure de sulfuryle, par exemple, employé à l'origine contre les termites dans les maisons, est devenu un gaz de fumigation des produits agroalimentaires en remplacement du bromure de méthyle, destructeur de la couche d'ozone. Selon le Dr. Brian Hill, un scientifique de Pesticide Action Network (PAN), le fluorure de sulfuryle a un pouvoir de réchauffement équivalent à 4800 fois celui du dioxyde de carbone. Les producteurs de ce gaz en font aujourd'hui la promotion comme agent de stérilisation des sols – alors qu'une agriculture saine repose sur l'optimisation de la matière organique des terres !

La polyculture – une alternative pour cesser de manger du pétrole

Parce qu'en fin de compte nous mangeons du pétrole, l'agriculture est dépendante de la flambée des cours des combustibles fossiles. En 2007 par exemple, quand le baril de brut est passé de USD 50 à 140, les fermiers américains ont dû déboursier plus de USD 1300 pour une tonne d'ammoniac anhydre contre USD 200 auparavant.

L'antidote à la monoculture à forte intensité carbone n'est pas une solution technique coûteuse ou exotique, ni un remède protégé par un brevet. Il est bien connu : l'alternative nécessaire et qui a fait ses preuves est la polyculture.

Une réduction marquée des émissions de GES est rapidement obtenue par des cultures variées, une production associant élevage et céréales et des techniques de rotation entre plantes de couverture et cultures dérobées, réduisant ainsi les émissions de GES tout en obtenant des rendements équivalents ou plus élevés. Les techniques durables à faibles intrants enrichissent la matière organique des terres, préservent la biodiversité, les terres cultivables et l'eau – et sous réserve d'un soutien adéquat, peuvent créer des emplois ruraux durables aux plans social et environnemental.

Selon le document des Nations unies qui fait autorité, « *L'évaluation internationale des connaissances, des sciences et des technologies agricoles pour le développement (IAASTD)* », « les agroécosystèmes des sociétés même les plus pauvres ont la capacité potentielle, par le biais de l'agriculture écologique et de la lutte antiparasitaire intégrée, d'obtenir des rendements équivalents ou supérieurs à ceux des méthodes conventionnelles, d'atténuer les pressions pour la conversion des terres en terres agricoles, de rétablir les services rendus par les écosystèmes (en particulier l'eau), de réduire l'utilisation et le besoin en engrais synthétiques dérivés des combustibles fossiles, et l'utilisation d'insecticides et d'herbicides nocifs ».

La défense de l'agriculture durable est en même temps une lutte en faveur de l'emploi rural. Au Brésil, huit hectares cultivés en polyculture par les petits paysans génèrent un emploi. La monoculture mécanisée à grande échelle génère un emploi pour 67 hectares. En même temps que l'agriculture devient de plus en plus dépendante des combustibles fossiles pour produire des quantités toujours plus importantes de gaz à effet de serre, les campagnes se vident de leurs habitants, qui se retrouvent dans de gigantesques bidonvilles où le travail est rare ou inexistant.

Les moyens techniques d'une transition vers une production alimentaire durable au plan environnemental, avec une empreinte carbone réduite, sont connus depuis longtemps. Ils sont disponibles, accessibles et bon marché. Les obstacles à cette transition sont d'ordre social et politique, pas technologique. Ce sont les barrières érigées par les groupes de pression et l'emprise politique des transnationales de l'agroalimentaire, qui ont investi

massivement et sans doute de manière irrévocable dans des technologies et des méthodes de production qui accélèrent le réchauffement climatique mondial ; par un régime commercial mondial qui renforce systématiquement son pouvoir en étendant son contrôle sur les chaînes mondiales d'approvisionnement, de la transformation des aliments et de la vente de détail ; par un régime de propriété intellectuelle qui oblige à être dépendant d'intrants à forte intensité carbone ; par une finance mondiale non réglementée ; par la destruction systématique, par les gouvernements et les organismes prêteurs multilatéraux (les institutions financières internationales) des recherches d'intérêt public, des services de soutien et de conseil à l'alimentation et à l'agriculture durable ; et par un accès inégal à la terre, à l'eau et à d'autres ressources vitales.

La voie à suivre – Organisons, luttons et gagnons !

Stopper et inverser le réchauffement climatique est aussi une question de droits. Les instances dirigeantes de l'UITA ont, à de multiples reprises appelé à une transition vers l'agriculture durable et à l'abandon des nombreux intrants qui empoisonnent les aliments et les travailleurs/euses de l'alimentation. Ces instances dirigeantes ont dénoncé la menace posée à la sécurité alimentaire et incarnée par les accords commerciaux régionaux et bilatéraux et les traités d'investissements promus par l'OMC, la mainmise de la spéculation financière sur le système alimentaire et l'expansion de l'accaparement des terres. Il est de plus en plus évident que le néolibéralisme, les produits agrochimiques toxiques, la destruction des moyens de subsistance ruraux et la violation persistante des droits fondamentaux des travailleurs/euses agricoles sont autant d'aspects, étroitement liés, d'un système alimentaire qui est devenu le principal facteur du réchauffement climatique. Plus la Terre se réchauffe, plus le système alimentaire devient dépendant des moyens qui encouragent ce réchauffement, contribuant d'autant à la volatilité de ce système.

Ce processus n'a rien d'inévitable. Bâtir une force syndicale des travailleurs/euses agricoles peut être un outil majeur pour transformer l'agriculture, du rôle central qu'elle joue dans les émissions de GES, en une source de conservation des ressources et d'aliments pour tous – à condition de créer les liens nécessaires et de syndiquer selon ces lignes. Les demandes les plus fondamentales des travailleurs/euses de l'agriculture – un salaire de subsistance, un emploi stable, un environnement de vie et de travail sûr – nous placent déjà sur la voie d'une agriculture durable. En les syndiquant, en défendant leurs droits et une transition vers des cultures à faibles intrants, moins dépendantes des combustibles fossiles, les travailleurs/euses agricoles peuvent contribuer à refroidir la planète.

Le rôle de la transformation des aliments

La concentration extrême du secteur de la transformation est le moteur à l'origine de l'expansion des monocultures destinées à l'exportation (accélérée par la concentration du marché de détail). Le modèle agricole à niveau élevé d'intrants est l'expression en amont de la concentration de la transformation dans des sites énormes, mais de moins en moins nombreux, avec une empreinte carbone importante liée à des sources d'approvisionnement et une distribution de plus en plus distantes, et donc à des coûts de transport élevés et une dépendance toujours plus forte aux intrants chimiques. Cette progression de la concentration s'accompagne d'une destruction des emplois : la disparition progressive des entreprises locales et nationales signifie qu'il y a simplement moins de personnes qui travaillent à brasser la bière, cuire le pain, couper la viande, etc. Le déclin de l'emploi dans les secteurs de l'alimentation et des boissons ces dernières

années est la conséquence de pressions économiques et financières et n'est en rien dû à des nouvelles technologies permettant d'économiser la main-d'œuvre (les sociétés sont trop occupées à générer de la « valeur pour les actionnaires » pour investir dans les personnes ou la technologie).

La volatilité des intrants agricoles, induite par le changement climatique, entraîne une volatilité accrue pour les travailleurs/euses de la transformation des aliments. La dépendance croissante aux combustibles fossiles, la perte de biodiversité et des émissions incontrôlées de GES se traduisent par l'insécurité de l'emploi et des suppressions d'emplois.

Selon le rapport Stern, les émissions de méthane par le bétail représentent 31 pour cent des émissions de GES de l'agriculture. Le méthane a un pouvoir de réchauffement 25 fois plus élevé que le dioxyde de carbone et l'augmentation rapide des émissions de méthane ces dernières années est liée à la croissance de la production industrialisée de viande et de produits laitiers. De plus, selon la même source, « des méthodes de gestion (inadéquates) du fumier, dont la manutention, le stockage et le traitement des déjections du bétail, sont à l'origine de 7 pour cent des émissions du secteur agricole ».

Les émissions de méthane peuvent être réduites et capturées plutôt que relâchées dans l'atmosphère, au moyen de méthodes différentes de production et de transformation, qui sont connues et accessibles. Mais les investissements en ce sens ont succombé à la logique de la concentration et à l'appétit des sociétés pour des bénéfices toujours plus grands.

Comme dans le cas de l'agriculture, les demandes fondamentales des travailleurs/euses de la transformation des aliments – sécurité de l'emploi, environnement de travail sûr, droits syndicaux – peuvent et doivent être liées à un programme plus vaste de transformation du système alimentaire. Les travailleurs/euses de l'alimentation ont aussi un rôle à jouer pour refroidir notre planète.

Ce document a été approuvé par le Comité exécutif de l'UITA en mai 2013 lors la réunion à Genève.

Union internationale des travailleurs de l'alimentation, de l'agriculture, de l'hôtellerie-restauration, du catering, du tabac et des branches connexes (UITA)
Rampe du Pont-Rouge, 8
CH-1213 Petit-Lancy
Genève

Tél. : +41 22 793 22 33
Fax : +41 22 793 22 38
Courriel : iuf@iuf.org
Site internet : www.iuf.org